

Forum Génération Égalité : quelques avancées diplomatiques et beaucoup de contradictions d'Emmanuel Macron

Le Forum Génération Égalité (FGE) s'est tenu la semaine dernière à Paris.

Ce Forum devait être l'occasion d'entériner des engagements sur 5 ans pour accélérer la réalisation concrète de l'égalité de genre. Des avancées ont été obtenues sur le front diplomatique, mais sur le plan financier, l'engagement français reste en-deçà des attentes des mouvements féministes et peine à s'incarner dans les prises de position présidentielles.

En France et à l'international, un manque de financements criant pour la liberté à disposer de son corps et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Le matin-même de l'ouverture du Forum, les associations féministes, dont le Collectif Généralions Féministes, avaient été reçues par Emmanuel Macron à l'Élysée, pour la première fois depuis le début de son quinquennat. Le Collectif avait interpellé le Président sur les financements de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et la promotion des droits et santé sexuels et reproductifs. Alors qu'il avait reconnu l'importance d'augmenter les financements pour la lutte contre les violences et de rendre effectif l'accès à l'éducation complète à la sexualité, aucun engagement financier au niveau national n'a été annoncé pendant le Forum en ce sens.

Depuis le Grenelle des violences conjugales, le gouvernement ignore les revendications des collectifs féministes qui exigent une hausse des moyens financiers en France. L'augmentation du budget piloté par la ministre Elisabeth Moreno pour l'égalité femmes-hommes – passé de 29,7 à 41,5 millions d'euros¹ – fait pâle figure face à la demande des associations, qui estiment que la France devrait consacrer 0,1% de son PIB, soit 2,2 milliards d'euros, à la seule lutte contre les violences basées sur le genre.

Au niveau international, la France a annoncé pendant le Forum 100 millions d'euros supplémentaires pour sa politique de solidarité internationale en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs, soit 20 millions d'euros par an, destinés à financer principalement un programme onusien sur l'accès à la contraception, ce qui est loin d'être suffisant. Le Collectif Généralions Féministes estime en effet

¹ [Délégation aux droits des femmes : audition de Mme Elisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances](#) (5 novembre 2020)

qu'au moins 200 millions d'euros par an sont nécessaires pour faire une vraie différence dans l'accès aux droits sexuels et reproductifs.

La diplomatie féministe française mise face à ses contradictions

A moins d'un an de l'élection présidentielle, le bilan d'Emmanuel Macron sur la "grande cause" de son quinquennat se dessine et les associations féministes y voient des contradictions flagrantes.

Sur le volet international, la diplomatie féministe affichée par la France est en progression. En se positionnant en tant que co-pilote d'une coalition sur la liberté à disposer de son corps, la France a en effet fait le choix de s'emparer d'enjeux éminemment politiques, qui sont clés pour les luttes féministes.

Or, le manque d'ambition financière en la matière, l'absence de cohérence avec les politiques publiques en France et les propos rétrogrades du Président sur l'intersectionnalité et l'avortement² rendent ces choix peu lisibles - voire mettent le gouvernement dans une position intenable.

Parce que la gravité des enjeux l'exige, et parce qu'il faut être cohérent, le gouvernement doit structurer son discours et son action politique autour de deux leviers : le dialogue régulier avec les associations féministes et la hausse des budgets, notamment pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Emmanuel Macron saura-t-il le faire avant la fin de son mandat ?

Le Collectif Généralions Féministes réunit plus de cinquante associations aux identités variées afin de faire entendre les voix féministes dans leur pluralité au Forum Génération Égalité et contribuer à faire de l'évènement un rendez-vous féministe et politique fort.

generationsfeministes.org

Membres du collectif signataires : Action Contre la Faim, Action Santé Mondiale, Alliance des avocats pour les droits de l'Homme, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association d'Aide à l'Education de l'Enfant Handicapé (AAEEH), Biodiversity For Peace, CARE France, Collectif Les Grenades, Comité Internationale Peruano CIP-ASBL, Droits humains pour tou-te-s, Droit pluriel, Empow'Her, En avant toute(s), Engagé.e.s et Déterminé.e.s (E&D), EPAPI-PARIS, Equipop, Excision, parlons-en !, Fédération Parapluie Rouge, Femmes de demain, Femmes et dignité, Femmes-Relais de Gennevilliers, Fonds pour les Femmes en Méditerranée, HASINA, Humanity Diaspo, !Dsanté, IFD, Inclusive Society, Institut du Genre en Géopolitique, Ipas, La Minutieuse, Le viol parlons-en by Mrs K, Les Passerelles des savoirs, Médecins du Monde, MINA's Talents, Oxfam France, Le Planning Familial, Rougemont Solidarité, Sème en Terre, Sidaction, SOLTHIS, Sortons de l'ombre, STRASS, Sunshine, Transat, Transtropie, Voix de Femmes, WECF France, Women Included

Contact presse : Tara Mukeku-Cilolo - tara.mukekucilolo@equipop.org - 07 49 56 95 41

² [Exclusif – Féminicides, Égalité, première dame, crop top : Macron répond](#) :

- Sur l'allongement du délai d'IVG à 16 semaines : "Je n'y suis pas favorable (...). Vous avez raison, je ne le vivrai jamais. Cela ne m'empêche pas de le mesurer avec beaucoup plus de respect que des gens qui pensent que ce n'est rien d'avorter à 16 semaines. Tous les gynécologues le disent, c'est plus traumatisant dans ces délais-là."

- Sur l'intersectionnalité : "Je ne me reconnais pas dans ce combat qui renvoie à son identité ou son particularisme (...). Je vois la société se racialisier progressivement (...). Or, la logique intersectionnelle fracture tout."